

répartition plus équitable du pouvoir économique et politique, serait certes plus facile à réaliser si l'on réussissait à s'entendre au préalable sur l'ampleur des ajustements à faire et le partage des paiements de compensation à consentir. Les gouvernements et les entreprises interviennent continuellement dans le choix d'une localisation pour les industries et dans la détermination des courants d'échange. Pourquoi ne pas pousser l'interrelation un peu plus loin et leur demander de coopérer à la suppression graduelle des barrières aux échanges en se mettant d'accord sur le meilleur moyen d'atteindre à la fois l'efficacité dans l'utilisation des ressources mondiales et l'équité dans la répartition des bénéfices qui en découlent.

Si on obtenait un certain succès dans des secteurs difficiles comme les textiles, la chaussure, le fer et l'acier, l'électronique, les autos, l'organisme en question pourrait chercher les moyens de diversifier l'industrie des pays en voie de développement. L'entreprise multinationale serait alors l'un des meilleurs moyens d'y parvenir car on peut l'inciter à investir et à canaliser ses échanges conformément aux objectifs déterminés par une coopération intergouvernementale. L'entreprise serait probablement ravie de suivre les directives qui lui seraient données si celles-ci devaient aboutir à une réduction sensible de l'incertitude qui prévaut présentement sur les marchés mondiaux. Car mythologie mise à part, Galbraith et d'autres ont bien montré que les entreprises préfèrent rechercher l'efficacité à l'intérieur de règles du jeu connues que de fonctionner dans des situations risquées où les règles du jeu se modifient de façon erratique. On pourrait peut-être se rapprocher plus rapidement de la liberté des échanges en optant pour une organisation consciente et concertée des transformations à effectuer pour y parvenir, qu'en pressant les partenaires de laisser les forces du marché